



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME EN PICARDIE

2016

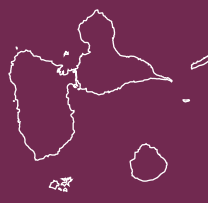
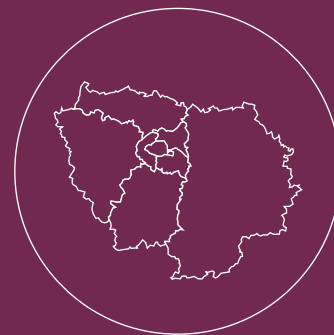
Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



PICARDIE

La région compte 327 adhérent-e-s regroupé-e-s en 12 sections et 3 fédérations.



Aisne (fédération)
Château-Thierry
Tergnier-Chauny
Laon
Saint-Quentin
Villiers Cotterêts

Oise (fédération)
Beauvais
Compiègne Noyon
Creil

Somme
Abbeville
Amiens
Le Crotoy Rue
Roye - Santerre

ÉDITO

DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS PARTOUT, POUR TOUS

Tout au long de l'année 2016, les militants de la Ligue des droits de l'Homme se sont mobilisés pour défendre les droits et libertés, partout en France. Association généraliste qui défend aussi bien les droits civils et politiques que les droits économiques, sociaux et culturels, elle est présente sur de nombreux fronts. Seule ou en lien avec d'autres représentants de la société civile, d'associations et de syndicats, vous l'avez certainement rencontrée maintes fois.

Face aux événements dramatiques qu'a connu notre pays, les ligueurs ont dû s'opposer à la haine et à la violence. Ils ont été en première ligne pour inciter nos concitoyens à réagir à toute forme d'atteinte aux valeurs républicaines. Cependant, après les attentats de 2015, les actes de terrorisme se sont répétés : à l'effroi collectif compréhensible ont pu se substituer des réflexes sécuritaires inquiétants... Ils se sont traduits par des mesures qui ont mis en cause le pacte républicain et l'équilibre des pouvoirs, et contraint nos concitoyens à subir, contre leurs droits fondamentaux, un régime de libertés limitées. C'est ainsi que nous nous sommes attachés à montrer que l'état d'urgence est une situation d'exception qui ne doit pas être prolongée.

Nous avons eu à nous montrer particulièrement vigilants à l'égard des idées de l'extrême droite qui progressent et aux différentes formes de racisme et de xénophobie : nous les avons combattues sans relâche par l'ouverture de procédures judiciaires, de façon discrète ou très médiatisée. Avec nos partenaires associatifs, cette veille

citoyenne s'est portée sur toute forme de discrimination, le respect des principes laïques de nos institutions étant la règle intangible.

Un autre événement marquant de l'année 2016 eut un impact majeur sur nos actions : la crise de l'accueil des réfugiés et ses conséquences en termes politiques et humanitaires. Le combat pour la solidarité envers les réfugiés a été et demeure prioritaire. Avec nos concitoyens comme avec les élus et les organisations de la société civile, nous sommes engagés pour que notre pays ne sombre pas dans le refus de l'autre, mais fasse constamment preuve de fraternité et porte un message de solidarité en toutes circonstances.

Dans le même temps, la LDH a été présente pour promouvoir les droits de l'Homme et la citoyenneté active. Elle a tenu à faire vivre la démocratie au plus près des territoires : réunions publiques, conférences-débats, séances de cinéma suivies d'échanges avec les participants, participations aux initiatives associatives multiples... sur des thèmes qui touchent chacun d'entre nous dans son existence sociale. La LDH manifeste ainsi sa présence sur l'ensemble du territoire national.

Soulignons enfin l'effort important qu'ont fourni militantes et militants durant cette année mouvementée pour être présents auprès des plus jeunes, notamment dans les établissements scolaires ; il est important de leur transmettre de manière ouverte et bienveillante les valeurs sur lesquelles se fonde notre République et de contribuer à leur formation de citoyens conscients de leurs droits et de leurs responsabilités.

Voici esquissés quelques aspects de ce qu'a été la vie de la LDH en 2016.

La LDH comprend près de 10 000 adhérentes et adhérents et plus de 300 sections locales se regroupant dans des fédérations départementales et dans des comités régionaux. Elle est présente dans votre région et a inscrit son action dans votre territoire régional.

Je vous invite donc à les découvrir.

Françoise Dumont
Présidente de la LDH

LA LDH PICARDIE EN ACTION EN 2016

Défendre les droits des étranger-e-s

Les sections de la Picardie se sont fortement engagées avec les associations locales notamment Réseau éducation sans frontières (RESF), Solidarité migrants, dans l'accompagnement de demandeur-euse-s d'asile, des jeunes étrangers isolés mis en danger par la nouvelle politique discriminatoire portée par les conseils départementaux. Le comité régional a par ailleurs adressé un courrier aux présidents des conseils départementaux afin d'attirer leur attention sur la situation des jeunes étrangers isolés bénéficiaires de contrats « jeunes majeurs » et sur les risques encourus s'ils prenaient la décision de mettre fin à ces contrats.

Lutter contre les préjugés, les propos racistes, antisémites et xénophobes

Au cours de l'année, à différentes reprises, le comité régional LDH Picardie et les sections ont dénoncé, par communiqué de presse, voire par déclaration sur les radios locales, les positions et les allégations d'élue(s) entachées de discriminations racistes et sociales. Quelques exemples : les propos haineux tenus envers les citoyens de confession musulmane sur les réseaux sociaux par une élue municipale de Villers-Cotterêts et une élue de la mairie de Compiègne, à Laon des tags néonazis, à Saint-Quentin des propos racistes envers le personnel d'un magasin, sous oublier les discours de certains élus de la région, associant le RSA à de l'assistanat, cancer de la société française et la discrimination associative de la mairie FN de Villers-Cotterêts. Le comité régional a soutenu

les actions de sensibilisation aux préjugés et discriminations à caractère raciste, sexiste ou homophobe, menées par la section du Crotoy-Rue auprès des collégiens et lycéens du secteur de Rue (Somme).

Dans l'Aisne, avec le collectif de lutte contre l'extrême droite de l'Aisne (CLEAD 02), le comité régional a participé, le 28 mai, à la deuxième fête de la diversité ; cette rencontre culturelle, citoyenne et solidaire a permis de riches échanges, notamment sur le stand LDH avec un débat sur les dangers de l'état d'urgence et la lutte contre les discriminations.

Promouvoir les solidarités

Suite aux manifestations contre la loi travail, le 25 mai, la LDH Picardie, par communiqué, a dénoncé les arrestations nocturnes, les gardes à vue prolongées, les peines de prison prononcées en comparution immédiate à l'encontre de militants étudiants amiénois et ce pour des tags. En commettant d'aussi lourdes injustices, les autorités ont manifestement choisi de faire des exemples.

Les 19 et 20 octobre, s'est tenu à Amiens le procès en appel des huit de Goodyear. La Ligue des droits de l'Homme de Picardie et les sections ont participé à la journée nationale de soutien du 19 octobre à Amiens. Ce procès des Goodyear est devenu le symbole de la criminalisation de l'action syndicale.

Œuvrer pour plus de démocratie et nourrir le débat citoyen

Le 23 janvier, la LDH Picardie a publié un communiqué dénonçant le projet de déchéance de la nationalité, l'état d'urgence et la réforme constitutionnelle imposée sans débat, et ce en exploitant l'effroi légitime suscité par les attentats. Elle s'est exprimée sur le sujet dans la

radio locale France Bleu. Dans ce cadre, le 30 janvier, plusieurs rassemblements appuyés par les sections et le comité régional ont eu lieu à Abbeville, Amiens, Beauvais et Creil. Parallèlement, des collectifs contre l'état d'urgence ont vu le jour à Abbeville, Amiens, Beauvais, le Crotoy-Rue. Ces collectifs réunissent des associations et partis politiques locaux. Le 28 mai, la LDH de Picardie a dénoncé par communiqué la loi Urvoas adoptée définitivement le 25 mai par le parlement et diffusé une pétition réclamant son annulation.

Sensibiliser aux droits de l'Homme

Tout au long de l'année, de nombreux ciné-débats (*Merci Patron, La Sociale, No Land's Song, La Cour de Babel*) colloques et forums à l'initiative des sections en partenariat avec le milieu associatif, syndical, voire les instances locales, ont permis de traiter les thèmes des droits économiques et sociaux, du travail, de la laïcité, de la solidarité, de la démocratie en danger avec la montée de l'extrême droite et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

En septembre, à Amiens a eu lieu le premier forum LDH Picardie intitulé « La fête des droits de l'Homme et des libertés » en partenariat avec les sections LDH et des associations et syndicats de la région, sous la forme de stands, conférences, concerts, restauration sur place. Cette rencontre citoyenne, en présence de Françoise Dumont, présidente de la LDH, a permis des échanges très riches sur des thèmes d'actualité, notamment sur les migrations, les discriminations visibles et non visibles, la démocratie (représentativité et légitimité) et les nouveaux droits et développement durable.

Le 5 juillet, par communiqué, la LDH de Picardie a demandé que toute la lumière soit faite sur les circonstances qui ont conduit à retirer du programme de la cérémonie commémorant la bataille de la Somme à Fricourt, la chanson de Craonne. La réponse a été : « problème d'emploi du temps ». Il convient de rappeler que ce chant qui dénonce l'absurdité de la guerre, a été censuré par le commandement militaire français jusqu'en 1974.

Le 18 octobre s'est déroulée au cimetière de Sarcus l'exhumation de Julien Lançon, soldat fusillé pour l'exemple en 1916. Le 22 octobre la cérémonie de réinhumation, cent ans après avoir été fusillé, a eu lieu dans le cimetière de Mollèges, sa

terre natale, en présence de Françoise Dumont, présidente de la LDH.

En conclusion, ce qui fait le vivre ensemble est continuellement remis en cause notamment dans les domaines de la protection sociale, du droit au travail, de la vie privée en danger par le décret récent légalisant le fichier Tes. Une des conséquences est le repli sur soi qui se manifeste soit par un vote contestataire FN ou encore l'abstention. C'est dans ce contexte que nous devons accentuer localement notre présence dans le paysage politique, social et sociétal pour porter haut et fort les valeurs clés de l'avenir solidaire que nous défendons avec d'autres associations.

LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



Comité régional

Picardie

BP 90075
80700 Roye
ldh.picardie@ldh-france.org
ldh-picardie.blogspot.fr

Section

Château-Thierry

3, rue Tortue
02400 Château-Thierry
03 23 69 09 41
06 84 36 83 73

Section

Saint-Quentin

Cercle Jean Jaurès
20, rue de Théligny
02100 Saint-Quentin
ldhstq02.blogspot.fr

Section

Tergnier-Chauny

Mairie de Tergnier
place de l'Hôtel de ville
02700 Tergnier
ldh.tergnier.chauny@gmail.com

Section

Villers-Cotterêts

2, rue en Bury
02600 Villers-Cotterêts

Fédération

Oise

Maison Creilloise des Associations
11, rue des Hironvalles
60100 Creil

Section

Beauvais

Espace Argentine
11, rue du Morvan
60000 Beauvais
ldh.beauvais@orange.fr

Section

Compiègne-Noyon

Place de l'Hôtel de Ville
60400 Noyon
ldh.compiègne.noyon@gmail.com

Section

Creil

Maison des associations
11, rue des Hironvalles
60100 Creil
creilsudoise@ldh-france.org

Section

Abbeville

Espace 1901
Rue aux Pareurs - bureau N° 10
80100 Abbeville

Section

Amiens

15, rue Oscar Dassonville
80000 Amiens
ldh.amiens@ldh-france.org

Section

Le Crotoy-Rue

Mairie
12 rue du Gal Leclerc
80550 Le Crotoy
ldhmarquenterre@orange.fr
ldh-france.org/le-Crotoy-rue
LDH Le Crotoy Rue

Section

Roye - Santerre

BP 90075
80700 Roye
ldhroye@gmail.com

Pour obtenir les coordonnées d'une autre section ou fédération, contacter le comité régional Picardie.

Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur www.ldh-france.org/Adherer
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme M. Prénom:
Adresse: Tél.:
..... Mail:

Je souhaite adhérer à la LDH.



LdH — Ligue des droits de l'Homme

138 rue Marcadet – 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21

ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org